
Document technique -

Baisse de l'impôt sur le revenu des sociétés

PLATEFORME ÉCONOMIE

Justificatif

Un des taux les plus élevés

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) a modélisé le fardeau fiscal total pour des entreprises représentatives dans les 10 provinces canadiennes et 20 États américains (choisis selon la population et les liens commerciaux)¹. Quand on inclut l'impôt sur le revenu des sociétés (IRS), les taxes et cotisations et les impôts fonciers², le Québec (Montréal) a le pire classement parmi les 30 juridictions :

- Microentreprise (4 employés, revenu net avant impôt ~150 000 \$, valeur foncière ~450 000 \$) : 58 400 \$ de fardeau fiscal total (34,1 % du revenu net). **Classée 30e/30.**
- Petite entreprise (25 employés, revenu net avant impôt ~1 M\$, valeur foncière ~3 M\$) : 425 000 \$ (37,4 % du revenu net). **Classée 30e/30.**

Pourquoi le fardeau québécois est-il si élevé ?

Le Québec compte les taxes sur la masse salariale les plus élevées de l'analyse de la FCEI (ex. : ~33 900 \$ pour la microentreprise au Québec vs moyenne canadienne ~27 500 \$; +42 % vs Texas pour les petites entreprises). Cela inclut notamment les cotisations patronales au Régime des rentes du Québec et au Fonds des services de santé.

Les impôts fonciers commerciaux à Montréal sont parmi les plus élevés au Canada, avec un déséquilibre marqué entre commerces/entreprises et résidentiel. Comparés aux grandes villes américaines, ils se situent dans le haut du spectre pour les plus taxées (comme Chicago ou New York).

Le taux combiné fédéral + provincial de l'IRS au Québec est d'environ 26,5 % pour les grandes entreprises (similaire à l'Ontario). Pour les PME, le Québec applique des critères d'admissibilité plus stricts au taux réduit des petites entreprises (3,2 % en 2026) — certaines entreprises de services ou de la construction en sont exclues et paient le taux plein de 11,5 % provincial³.

L'administration fiscale est dédoublée (ARC + Revenu Québec), ce qui augmente les frais de conformité.

¹ Uneven Ground: Canada's Business Tax Disadvantage Compared to the United States, www.cfib-fcei.ca/hubfs/research/reports/2025/uneven-ground-en.pdf

² La FCEI a exclu les taxes de vente (les entreprises les perçoivent généralement et les récupèrent via crédits d'impôt) et l'assurance-santé privée facultative aux États-Unis.

³ Le Québec est le pire parmi les juridictions analysées en termes de charge fiscale, ce qui sous-estime encore le véritable fardeau qui pèse sur les petites entreprises québécoises dans les secteurs de la construction et des services. Ce déficit existe parce que la province refuse le taux d'imposition des sociétés plus bas à de nombreuses petites entreprises de ces secteurs, les obligeant à payer 11,5% sur le revenu net jusqu'à 500 000 \$ au lieu des 3,2% inférieurs — une politique propre au Québec. De plus, les petites entreprises québécoises de tout secteur autre que primaire ou manufacturier se voient refuser le taux d'imposition réduit pour les petites entreprises si elles paient moins de 5 500 heures de salaire des employés par année, essentiellement une punition pour être trop petit. Une étude externe commandée par la FCEI a révélé qu'inverser cette politique créerait plus de 10 000 emplois.

Les impacts négatifs d'un lourd fardeau fiscal

Un lourd fardeau fiscal sur les entreprises les empêche de réinvestir leurs revenus dans leurs opérations et l'économie, ce qui nuit à leur santé économique.

Bien que la fiscalité augmente les revenus gouvernementaux, elle rend aussi l'activité commerciale prohibitivement coûteuse et retire de l'argent des communautés. Ce coût nuit à la productivité, nuisant ainsi à la production par personne mesurée en PIB par habitant.

Les gouvernements peuvent stimuler l'investissement dans l'économie, et par conséquent sa santé économique, en réduisant les impôts. Les propriétaires de petites entreprises utiliseraient les économies fiscales de manière à stimuler l'économie. Cela inclut une augmentation de la rémunération des employés (56 %), l'expansion de leur entreprise (46 %) et l'embauche de nouveaux employés (36 %). Quant aux grandes entreprises, la littérature économique montre qu'une hausse du taux d'impôt des sociétés a un effet négatif sur l'investissement des entreprises et qu'une réduction du taux d'impôt des sociétés a un effet positif et statistiquement significatif sur la croissance économique (environ 0,1 à 0,2 point de pourcentage de croissance supplémentaire par point de réduction du taux).⁴

Réduction des taux proposée

Le PCQ propose de diminuer le taux de l'IRS tel qu'illustré dans le tableau suivant.

Année fiscale	Taux IRS	Baisse (points de pourcentage)	Baisse relative
2026-27 (actuelle)	11,5 %	—	—
2027-28	10,44 %	-1,06	-7 %
2028-29	7,27 %	-4,24	-37 %
2029-30	5,37 %	-6,13	-53 %
2030-31	4,7 %	-6,8	-59 %

Cette réduction du taux de l'IRS de 59% entraînera une réduction statique de 23 milliards de \$ du fardeau fiscal des entreprises de 2027-2028 à 2030-2031.

⁴ Ferede, Ergete et Bev Dahlby (2012), « The Impact of Tax Cuts on Economic Growth: Evidence from the Canadian Provinces », National Tax Journal, vol. 65, n° 3, September, p. 563-594. Autre étude complémentaire très pertinente : Ferede, Ergete et Bev Dahlby (2019), « The Effect of Corporate Income Tax on the Economic Growth Rates of the Canadian Provinces », The School of Public Policy Publications, University of Calgary. Hanappi, Tibor, Valentine Millot et Sébastien Turban (2023), « How does corporate taxation affect business investment? Evidence from aggregate and firm-level data », OECD Economics Department Working Papers, n° 1765, OECD Publishing, Paris.
DOI : [10.1787/04e682d7-en](https://doi.org/10.1787/04e682d7-en)

Les impacts positifs d'une réduction de l'IRS

Les impacts positifs d'une réduction de l'IRS sont nombreux. Plus spécifiquement, en s'inspirant de la littérature économique⁵, en voici une liste non exhaustive.

1. Investissement des entreprises

Une baisse de 7 pp du taux général réduit significativement le coût du capital.

- Les grandes entreprises et les multinationales (qui paient le taux plein) réagissent le plus fortement.
- Effet attendu : +4 à 8 % du stock de capital sur 5 ans (machines, équipements, R&D, expansion).
- Les secteurs les plus sensibles : fabrication, technologies, construction et services aux entreprises.

2. Création d'emplois et embauche

- Direct : Les entreprises embauchent plus grâce à des marges plus élevées et à une meilleure rentabilité des projets d'investissement.
- Indirect : L'investissement supplémentaire crée des emplois dans la chaîne d'approvisionnement.
- Estimation : +25 000 à 45 000 emplois nets sur 5 ans (scénario prudent).
Les effets sont plus forts à moyen terme (années 3-5) qu'immédiatement.

3. Salaires

- La hausse de la productivité (grâce à plus d'investissement et de capital par travailleur) pousse les salaires à la hausse.
- Effet estimé : +1,5 % à 3 % de salaires réels sur 5 ans.
- Les travailleurs les plus qualifiés et les secteurs à forte intensité de capital en bénéficient le plus.

4. Richesse collective (PIB)

- La baisse du taux stimule l'investissement → productivité → croissance.
- Effet cumulé sur 5 ans : +1,8 à 2,5 points de PIB (scénario central).
- Cela représente plusieurs dizaines de milliards de dollars de richesse supplémentaire créée au Québec.

⁵ Sources principales :

- Ferede & Dahlby (2012) : une baisse de 1 pp du taux d'impôt des sociétés provincial augmente le taux de croissance annuel de 0,1 à 0,2 point de pourcentage.
- Duan & Moon (2025) : une baisse de 4 pp du taux des petites entreprises au Québec a généré +1,7 % d'emploi, +2,3 % de masse salariale et +1,8 % de stock de capital.
- OCDE (Hanappi, Millot & Turban, 2023) : l'imposition des sociétés a un effet négatif sur l'investissement des entreprises (élasticité négative, plus forte pour les entreprises multinationales et les actifs tangibles).

5. Attractivité et investissements étrangers (IDE)

- Impact positif fort : Un taux général plus bas rend le Québec nettement plus compétitif par rapport à l'Ontario, l'Alberta, les États-Unis et plusieurs juridictions européennes.
- Effet attendu : augmentation des investissements directs étrangers (usines, centres de R&D, sièges régionaux).
- Les grandes entreprises et multinationales sont particulièrement sensibles à ce facteur.
- Preuve : les études de l'OCDE et les classements de compétitivité fiscale montrent que les juridictions à faible taux d'impôt des sociétés attirent plus d'IDE.

6. Formation d'entreprises et entrepreneuriat

- Une fiscalité plus faible sur les bénéfices réduit la barrière à l'entrée pour les nouvelles entreprises et facilite la croissance des startups.
- Effet attendu : augmentation du nombre de créations d'entreprises et moins de fermetures pour raisons fiscales.
- Particulièrement bénéfique pour les entreprises qui n'ont pas (ou peu) accès à la déduction pour petites entreprises (certaines corporations professionnelles et entreprises de construction/services).

7. Réduction de l'évasion fiscale et du déplacement des bénéfices

- Avec un taux plus bas, l'incitation à transférer des bénéfices vers des juridictions à faible imposition diminue.
- Effet : réduction des stratégies d'optimisation fiscale complexes et des coûts administratifs associés pour les entreprises.
- Cela peut aussi améliorer la perception d'équité du système fiscal.

8. Effets dynamiques sur les recettes fiscales de l'État

- À court terme : perte de revenus statique importante. À moyen et long terme : récupération partielle via un élargissement de la base fiscale (plus d'activité économique) et moins d'évasion fiscale.
- Selon les modélisations dynamiques précédentes, on peut récupérer 30 à 40 % de la perte statique sur 5 ans.

9. Productivité et innovation

- Plus d'investissement en capital et en R&D → hausse de la productivité globale de l'économie. Les entreprises peuvent plus facilement autofinancer des projets innovants.
- Effet indirect positif sur la compétitivité à long terme du Québec.

10. Incidence économique (qui paie vraiment l'impôt ?)

- Une partie du fardeau de l'impôt des sociétés est souvent reportée sur les travailleurs (via des salaires un peu plus bas) et les consommateurs (via des prix légèrement plus élevés).
- Avec une baisse du taux, on observe généralement une hausse des salaires (déjà mentionnée) et une possible baisse modérée (ou une modération des hausses) des prix dans les secteurs où la concurrence est vigoureuse.

11. Migration interprovinciale et attractivité du territoire

- Moins d'incitation pour les entreprises à déménager leur siège social, leurs opérations ou leurs profits hors du Québec.
- Effet positif sur la rétention des entreprises et potentiellement sur la migration de main-d'œuvre qualifiée.

CONCLUSION

En réduisant progressivement le taux de l'impôt sur le revenu des sociétés de 11,5 % à 4,7 %, le PCQ améliorera substantiellement l'attractivité du Québec pour l'investissement, l'entrepreneuriat et l'innovation. Cette baisse ciblée diminuera significativement le coût du capital, stimulera l'investissement productif, favorisera la création d'emplois, poussera les salaires à la hausse et accélérera la croissance du PIB. Avec le taux de l'IRS le plus bas en Amérique du Nord, le fardeau fiscal total du Québec se rapprochera presque à égalité avec celui de l'Ontario. Une telle baisse de l'IRS réduira les incitations à l'évasion fiscale et au déplacement des bénéfices. Nos entreprises auront plus de facilité à naviguer les incertitudes macroéconomiques et seront mieux équipées pour gagner sur la patinoire mondiale.